

V - LA PEDAGOGIE DU PROJET DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

BOUZID NABIL(*)

L'interface enseignement supérieur - monde du travail en Algérie : de quoi s'agit-il?

Cette communication s'inscrit dans le thème du colloque intitulé: «La professionnalisation, les relations avec l'entreprise».

Beaucoup d'encre a coulé et coule encore à travers le monde, et pendant les dernières années en Algérie, sur les liens et rapports entre l'enseignement supérieur et le monde du travail.

La relation Université-Entreprise en Algérie se caractérise par une inadéquation dont les conséquences sont très néfastes aussi bien pour l'université que pour l'entreprise. Ce qui touche négativement au système économique du pays, à travers le chômage des diplômés universitaires, le sous-emploi, le ralentissement du développement du marché du travail, etc...

Surtout que les études en cours sur le problème de l'adéquation formation universitaires-emploi en Algérie sont très rares!

Nous voulons à travers la présente communication exposer la problématique sur ce sujet à travers les questionnements qu'il faut se poser, et déterminer les indicateurs qu'il faut utiliser dans cette étude sur la relation Université-Entreprise, et surtout désigner les couloirs qu'il faut emprunter dans la recherche d'une meilleur adéquation entre la formation universitaire et le marché du travail.

Nous exposerons aussi, au cours de cette communication, les problèmes posés et les solutions à envisager.

Notre intérêt de recherche portant sur la formation universitaire dans sa mission de préparation des étudiants à l'emploi, nous renvoie au cadre théorique général relatif aux différents problèmes et difficultés rencontrés dans le processus de rapprochement entre l'enseignement supérieur et l'emploi.

Les liens et rapprochements entre la formation universitaire et le marché de l'emploi sont aujourd'hui, plus que jamais, encouragés partout à travers le monde. L'avènement et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (N.T.I.C) est venu opérer des transformations considérables au niveau du marché de l'emploi.

Les postes de travail connaissent de nos jours une évolution rapide et continue. Tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui que l'enseignement supérieur doit connaître des réformes pour faire face et s'adapter aux nouvelles exigences du développement économique et social que connaît actuellement la société internationale dans son ensemble.

Les différentes fonctions ou missions de l'enseignement supérieur sont de plus en plus précisées à travers de nombreuses publications et conférences internationales (telle la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur qui a eu lieu du 5 au 9 octobre 1998 à Paris), et ce dans le but de souligner les nouveaux objectifs que l'enseignement supérieur doit se fixer et les nouveaux défis qu'il doit relever.

L'avènement et le développement des nouvelles technologies sont entre autres, en train d'obliger les établissements de l'enseignement supérieur à réfléchir sur les nouvelles relations entre enseignants et apprenants, sur la conception et l'utilisation des différents didacticiels et leur impact sur l'enseignement et l'apprentissage, etc...

A ce propos, Carlos T. Bernheim (1991) membre du conseil exécutif de l'UNESCO argumente que «les exigences qui découlent de la révolution scientifique et technologique ont un impact sur les structures universitaires et leur imposent une interdisciplinarité comme la réponse la plus appropriée à la nature du savoir moderne. La crise de l'université est multiple et lui impose une révision radicale de ses objectifs, de ses missions, de ses stratégies et structures comme de ses méthodes de travail»

D'un autre côté, on assiste de nouveau aujourd'hui à de nouvelles pressions sur l'enseignement supérieur pour se pencher un peu plus sur son rôle économique et social, notamment sur sa fonction de préparation des étudiants à l'emploi.

«L'opinion publique, sans méconnaître les dimensions sociales et culturelles des enseignements supérieurs, a aujourd'hui une perception beaucoup plus positive qu'il y a une dizaine d'années de leur rôle économique et notamment de leur fonction de préparation à l'emploi». (Esnault, 1992).

D'une manière générale, plus ou moins à l'échelle internationale, l'importance du sujet des rapports entre l'enseignement supérieur et l'emploi est de nouveau à l'ordre du jour. Dans ce contexte, Ulrich Teichler précise que depuis le début des années 90, la question de savoir comment les établissements d'enseignement supérieur s'y prennent pour façonner activement les rapports entre l'enseignement supérieur et l'emploi, est devenue une question beaucoup plus importante qu'elle ne l'était au cours des décennies précédentes... «le chômage a encore progressé au début de la décennie 90 alors que l'offre des diplômés est appelée à s'accroître. Divers experts prévoient une augmentation de la demande de main d'oeuvre qualifiée...» (Techler, 1966).

Ce genre de situation est aujourd'hui vécu aussi bien dans les pays industrialisés que dans beaucoup de pays en voie de développement,

comme c'est le cas de l'Algérie. Le chômage des diplômés universitaires en Algérie devient un fléau très grave. L'ex-ministre de l'Enseignement Supérieur, Ammar Tou -repris par le quotidien algérien Liberté du 25 janvier 1998- l'a bien souligné en avançant que: «...sur un nombre de 60.000 étudiants formés annuellement, seuls 200 d'entre eux arrivent à décrocher un emploi. Près de 30.000 universitaires et 20.000 techniciens supérieurs parmi un effectif de deux millions de chômeurs, soit 6% de la population au chômage, souffrent de ce problème»[\(1\)](#).

Ce constat confirme en quelque sorte l'affirmation de Carlos T.Berheim (1991) qui avance que «le chômage ou le sous-emploi des diplômés est encore fréquent, particulièrement dans les pays du tiers monde».

C'est dans ce contexte de relations difficiles entre l'enseignement universitaire et l'emploi que s'inscrit notre présente recherche.

Notre intérêt porte sur la préparation des étudiants à la vie professionnelle. Nous voulons savoir comment s'y prennent les formations universitaires choisies comme échantillon à Constantine (Algérie) pour faciliter l'insertion professionnelle de leurs diplômés et leur passage à la vie active?

La formation universitaire en Algérie, le marché de l'emploi en Algérie, ces deux concepts constituent pour nous les principaux repères théoriques de la recherche. Pour cela nous avons choisi, au niveau de cette pronominalisation, de nous interroger d'abord sur les différents problèmes au niveau de la formation universitaire (1^{er} concept) et sur les différents problèmes au niveau du marché de l'emploi (2^{ème} concept), avant de nous interroger sur un type donné de relation entre les deux à savoir "la préparation des étudiants par la formation universitaire et pour le marché de l'emploi" (objet principal de la recherche).

1 - LA FORMATION UNIVERSITAIRE.

Depuis surtout les années 90, la formation universitaire en Algérie connaît un grand nombre de problèmes dont les facteurs à l'origine sont variés et multiples et dont les conséquences sont dans beaucoup de cas très fâcheuses.

Notre analyse de l'interférence entre les différents problèmes de la formation universitaires en Algérie, nous a permis de déterminer un certain nombre de problème que nous avons qualifiés de "principaux et centraux".

Parmi ces problèmes on a noté surtout les suivants :

- Les problème des difficultés de financement de l'enseignement universitaire.
- Le problème de la dégradation de la qualité de la formation universitaire.
- Le phénomène de la croissance galopante des effectifs d'étudiants.

Nous avons qualifié ces problèmes de "principaux et centraux" parce qu'ils se présentent à leur tour comme étant à la fois générateurs et conséquences d'autres problèmes. Ils ont aussi des inter-influences entre eux mêmes.

1.1 - Le problème des difficultés de l'enseignement universitaire.

i) Parmi les problèmes qui ont contribué aux difficultés de financement universitaires, nous avons :

- Le problème de la gestion : les établissements universitaires doivent améliorer leur gestion et utiliser plus efficacement les ressources matérielles disponibles.
- La pénurie croissante des ressources publiques pour le financement de l'enseignement supérieur est due aussi à la concurrence d'autres besoins de l'Etat tels que : l'éducation de base, les infrastructures publiques, la santé, le maintien de l'ordre, la stabilisation et la remise en état de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, etc...
- Un manque d'ouverture de l'université sur son environnement économique national et international afin de chercher d'autres sources de financement au lieu de dépendre entièrement du financement des pouvoirs publics.
- La gratuité totale des études et l'absence d'une politique qui consiste à faire participer les étudiants au coût des études par l'introduction des droits d'inscriptions par exemple.
- Le problème de "massification": l'expansion quantitative des effectifs d'étudiants peut être considérée comme l'un des plus grands problèmes, au niveau de la formation universitaire, qui ont accentué les difficultés de financement de l'enseignement universitaire.

ii) Parmi les problèmes générés par les difficultés de financement de l'enseignement supérieur nous pouvons citer :

- Le déséquilibre entre les capacités d'accueil et l'augmentation du nombre d'étudiants.
- La baisse du taux d'encadrement par un manque énorme d'enseignants que les budgets ne permettent pas de recruter.
- Un retard énorme dans la réalisation d'infrastructures et la détérioration de celles qui existent faute d'une maintenance suffisante.
- Une rémunération insuffisante des enseignants-chercheurs ayant entraîné une perte de motivation, une recherche d'autres activités lucratives au détriment de la formation des étudiants, et un exode des cerveaux.

- La détérioration de la recherche universitaire non encouragée matériellement.
- L'insuffisance du matériel pédagogique et de recherche pour les étudiants et enseignants.
- Le problème de la dégradation de la "qualité".

La dégradation de la qualité de l'enseignement universitaire suite aux différents problèmes cités ci-dessus, peut être considérée comme l'un des plus grands problèmes, au niveau de la formation universitaire, ayant été accentué par les difficultés de financement de l'enseignement universitaire.

1.2 - Le problème de la dégradation de la qualité de la formation universitaire.

i) Parmi ses problèmes qui ont contribué à la dégradation de la qualité de la formation universitaire nous avons :

- Tous les problèmes générés par les difficultés de financement de plus l'enseignement supérieur cités plus haut. A l'exception du dernier problème relatif à la dégradation de la qualité, puisque c'est de ce problème qu'il s'agit ici.
- Les deux autres problèmes qui peuvent être considérés parmi les plus influents sur la détérioration de la qualité de la formation sont: le problème de massification et celui des difficultés de financement et surtout leur combinaison qui pose un défi majeur à la formation universitaire en Algérie, à savoir: comment accepter la croissance galopante des effectifs d'étudiants et améliorer la qualité de l'enseignement lorsque les dépenses par étudiant doivent continuer à baisser à cause des difficultés de financement?...

ii) Parmi les problèmes générés par la dégradation de la qualité de la formation universitaire on a :

- La perte de motivation chez les étudiants et chez les enseignants.
- La détérioration de la recherche.
- La fuite des cerveaux.
- L'augmentation des effectifs (massification) à cause du grand nombre d'étudiants qui passent plusieurs années en plus de la durée prévue pour les études envisagés.

1.3 Le problème de la croissance galopante des effectifs d'étudiants (massification).

j) Parmi les facteurs qui ont contribué à la croissance des effectifs d'étudiants nous relevons:

- Le facteur lié au principe de "l'équité" et aux textes législatifs qui confèrent à tous les bacheliers le droit de s'inscrire à l'université, malgré la diminution des ressources financières et des capacités d'accueil.
- L'expansion de l'enseignement primaire et secondaire liée à une grande croissance démographique, et à la politique de démocratisation et de généralisation de la scolarisation. Ce qui se traduit par une forte demande potentielle d'enseignement supérieur.
- Le facteur liée à l'idée selon laquelle beaucoup de bacheliers et leurs parents pensent augmenter leurs chances d'emploi avec un diplôme universitaire, ou du moins diminuer les risques du chômage de longue durée.
- Le facteur lié à la gratuité des études universitaires en Algérie et à la participation "symbolique" de 200DA aux droits d'inscription. Les dépenses pour l'hébergement, la restauration, le transport sont largement subventionnés par les pouvoirs publics...
- L'insuffisance dans la réalisation d'infrastructures universitaires, d'où les conséquences en termes de charges supplémentaires.
- La détérioration de la "qualité" de l'enseignement universitaire due, entre autres, aux problèmes de ressources financières, a entraîné une faible "production" de diplômes par les universités. Ce qui a donné lieu à une massification des étudiants qui passent de longues années à l'université surtout au niveau des tronc communs.

ii) Parmi les problèmes générés par la croissance galopante des effectifs d'étudiants nous avons :

- L'augmentation des besoins de financement pour:
 - De nouvelles réalisations d'infrastructures universitaires et l'achat d'équipements.
 - Le recrutement d'enseignants et de personnel administratif.
 - L'amélioration du matériel pédagogique et de recherche, etc.....
- La dégradation de la qualité de l'enseignement due à l'insuffisance des ressources publiques qui a contraint à négliger beaucoup d'éléments clés nécessaires à l'enseignement et à la recherche tels que le matériel pédagogique, l'informatique, l'audio-visuel, le nombre et la qualité de bibliothèques, etc....
- L'augmentation du chômage des diplômés universitaires.

A travers notre analyse des différents problèmes que connaît la formation universitaire aujourd'hui en Algérie, et de leurs interférences et inter-influences, nous avons déterminé dans un premier temps -comme cela a été déjà précisé- les trois principaux problèmes de "massification", de "finance" et de "dégradation de la qualité" de l'enseignement universitaire.

Dans un deuxième temps, notre analyse nous a permis de constater que le problème de "massification" se présente comme étant le problème central qui influence beaucoup plus les deux autres: c'est la croissance des effectifs d'étudiants (massification) qui accentue le problème de finance et celui de la "dégradation de la qualité".

Mr. Sakhri, l'actuel ministre de l'Enseignement Supérieur, l'a bien souligné dans son analyse de l'enseignement supérieur en Algérie en avançant que: «la croissance considérable des effectifs d'étudiants a contribué à la dégradation des conditions de formation, et nous pouvons dire dans certains cas que cette dégradation a touché la qualité de la formation»**(2)**.

L'Etat est de moins en moins capable de faire face seul à la croissance galopante des effectifs avec le développement très coûteux de l'enseignement supérieur. Les amphithéâtres sont surchargés et ne sont pas prévus pour accueillir autant d'étudiants et ne permettent pas d'assurer un enseignement dans de bonnes conditions. Les taux d'encadrement n'ont pas suivi et les établissements sont contraints de diminuer le nombre de séances en passant de la séance de deux heures à la séance d'une heure et demi.

Cette massification sans augmentation de ressources s'est accompagnée d'une dégradation de la qualité de l'enseignement.

A ce sujet le Professeur Mohamed Mebarki, ancien recteur d'université, avance que «le taux net des effectifs à l'université, entre ce qui rentre et ce qui sort, est chaque année de 30.000 étudiants et cela depuis longtemps. Quel est donc le pays qui peut construire, équiper et encadrer trois universités comme l'USTO, par an? Ainsi et malgré l'effort important de l'Etat, l'encadrement et les infrastructures n'ont pas pu suivre le rythme d'accroissement des effectifs des apprenants»**(3)**.

Selon le ministre de l'enseignement supérieur, l'effectif des étudiants de l'enseignement supérieur en Algérie, durant l'année 1998-1999, est estimé à 400.000 inscrits. Avec 90.000 étudiants en première année, et 40.000 sortants avec un diplôme en juin 1998. Toujours selon la même source d'information, le nombre des étudiants de l'enseignement supérieur a augmenté de 4 fois entre 1982 et 1998, et c'est là une croissance annuelle moyenne de 9% durant 20 ans; «si le taux de la croissance continue ce rythme, l'effectif des étudiants de l'enseignement supérieur atteindra un million, d'étudiants dans une dizaine d'années, par rapport à une population qui atteindra 40 millions, et 225.000 nouveaux étudiants arriveront à l'université chaque année et 100.000 sortiront avec un diplôme»**(4)**.

Selon le document de la commission nationale des réformes du système éducatif (CNRSE) créée et installée par le Président de la République le

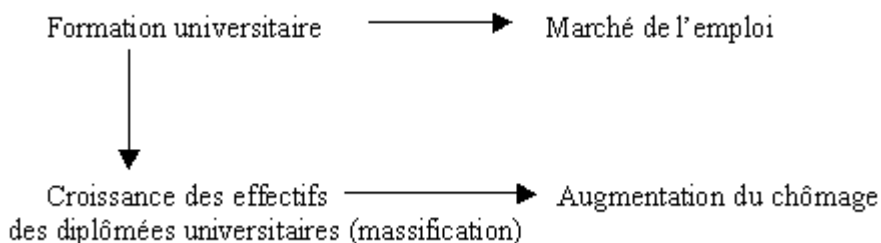
20 mai 2001, et dont le rapport final a été adopté le 15 mars 2001, l'effectif total des inscrits en l'an 2000 est de 520.000 étudiants. «l'enseignement supérieur a connu un taux de croissance très élevé depuis une vingtaine d'années (9% en moyenne avec 15% à la rentrée 2000/2001). Depuis, les effectifs gonflent avec une rétention insupportable (un diplômé sortant sur dix étudiants, soit une durée moyenne du cursus de dix années)» (5).

La même source confirme qu'un chiffre de 1 million d'étudiants est attendu en 2008. Pour accueillir cette "vague humaine", des établissements seront construits pour être en service durant 10 à 12 heures par jour (contre 6 heures par jour actuellement).

Nous venons de nous étaler volontairement sur le problème de massification de l'enseignement supérieure en Algérie, parce que nous le considérons désormais comme le problème central qui se pose à la formation universitaire à laquelle nous nous intéressons et qui représente notre premier grand concept dans cette étude.

L'influence de ce problème de massification continue d'ailleurs jusqu'au niveau du marché de l'emploi (notre deuxième grand concept): c'est l'influence de la massification des étudiants sur l'augmentation du chômage des diplômés universitaires au niveau du marché du travail que nous voulons souligner à ce niveau.

Cette augmentation du chômage des diplômés universitaires est un problème auquel nous accordons beaucoup d'intérêt dans la présente recherche



Il est clair et évident que le problème de la croissance galopante des effectifs d'étudiants contribue par l'offre des diplômés qui en découle, au développement du phénomène d'augmentation du chômage des diplômés universitaires en Algérie, phénomène qui se développe de plus en plus depuis le début des années 1990.

Nous avons mentionné plus haut, au début de cette problématique, en citant l'ex-ministre de l'Enseignement Supérieur, Mr Ammar Tou, que 6% de la population active au chômage font partie des diplômés de l'enseignement supérieur. Le Président de la République, a, quant à lui, dans un discours télévisé en date du 14 septembre 1999, annoncé le chiffre de 100.000 diplômés universitaires en chômage en Algérie!

Le problème de massification au niveau de la formation et son impact sur l'augmentation du chômage des diplômés, ne nous a pas empêché de continuer à croire – et c'est là notre hypothèse principale – qu'une bonne préparation des étudiants à l'emploi, mission de plus en plus importante

de la formation universitaire, pourrait contribuer énormément à la diminution du chômage des diplômés universitaires en Algérie... nous pensons aux différents moyens que la formation universitaire pourrait mettre en oeuvre pour faciliter l'insertion professionnelle de ses futurs diplômés, en les préparant à être mieux "armés" et capables de s'imposer dans le marché de l'emploi, à mieux et vite s'y adapter, et à être non seulement demandeurs mais aussi créateurs d'emploi.

La formation universitaire contribuerait certainement ainsi à la diminution du chômage des diplômés.

Mais ce chômage des diplômés universitaires algériens est vécu au niveau d'un marché du travail perturbé par d'autres facteurs plus sérieux. Beaucoup de problèmes continuent à ce jour à secouer le marché de l'emploi en Algérie.

2 - LE MARCHE DE L'EMPLOI EN ALGERIE.

Nous pouvons dire qu'il y a deux facteurs principaux qui ont affecté énormément le marché de l'emploi en Algérie.

i) D'abord, il y a les réformes économiques, actuellement toujours en cours, qui continuent à opérer un changement radical dans l'économie algérienne, passant d'une économie "planifiée" (dirigiste) à une économie de marché (libérale)....

Cette économie de marché, devenue l'unique modèle économique dans le monde, est dirigée dans beaucoup de pays en voie de développement, dont l'Algérie, par les pouvoirs publics avec l'aide et sous la supervision du F.M.I (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale, à travers ce qu'on appelle "la politique des ajustements structurels " (P.A.S).

L'influence de cette politique d'ajustements structurels sur le marché de l'emploi est immense, et cela est connu de tout le monde.

L'accord relatif de P.A.S. a été signé entre l'Algérie et le FMI en 1994 et renouvelé pour trois en mai 1995; il a déclenché dès le début de son application les premiers signes d'une crise économique et sociale profonde... A partir de 1995 d'autres actions ont commencé: la libéralisation des prix, la dévaluation du Dinar de plus de 40%, la privatisation de beaucoup d'entreprise publiques et la fermeture de tant d'autres»[\(6\)](#)

«...Le nombre de travailleurs invités à quitter leurs postes d'emploi est estimé, depuis quelques temps déjà, à pas moins de 400.000 travailleurs entre compression d'effectifs, départs volontaires et retraites anticipées. Chiffre auquel viennent s'ajouter quelque 250.000 diplômés déversés annuellement sur le marché de l'emploi, pendant que les investissements importants censés absorber cette demande sont quasiment inexistantes ou restent au stade de vœux pieux. Le phénomène du chômage atteint alors des proportions alarmantes n'épargnant aucun secteur. Si l'on se réfère à la seule instance officielle chargée des statistiques, à savoir, l'Office National des statistiques(ONS), les dernières estimations sont de quelques 2.600.000 chômeurs en Algérie... toujours est-il que, traversé et

secoué par ces profondes mutations, le monde du travail est soumis à de nouvelles règles et invite à une adaptation rapide des mentalités, mais surtout celles de la politique sociale des pouvoirs publics en tant qu'accompagnateurs des réformes».

Tout cela montre bien clairement que le chômage des diplômés universitaires ne peut pas être épargné par un monde du travail traversé et secoué par de profondes mutations économiques qui font que non seulement, il recrute de moins en moins en l'absence d'une relance économique effective dans le modèle adopté de l'économie de marché, mais, pire encore il participe à l'augmentation du chômage à travers la fermeture d'entreprises et la compression d'effectifs...

ii) Un autre facteur (en plus des réformes économiques) qui est venu apporter des transformations au niveau du marché de l'emploi et contribuer à l'augmentation du chômage des diplômés universitaires en Algérie est celui relatif à l'avènement et le développement des nouvelles technologies.

Le monde du travail subit une transformation radicale à travers la modernisation des processus de production et l'utilisation des nouvelles technologies. Ce qui implique l'exigence par le marché de l'emploi de nouvelles compétences et qualifications que les nouveaux diplômés ne possèdent pas ! le marché de l'emploi d'aujourd'hui étant en perpétuel changement, les formations universitaires sont tenues de s'adapter aux nouvelles exigences du marché du travail à travers les réajustements qui s'imposent afin de contribuer à la diminution du chômage de leurs diplômés.

Dans ce contexte, le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Mr. Omar Sakhri, argumente qu' «en ce qui concerne la mission d'adaptation de l'université, il est du devoir de l'enseignement supérieur de préparer les étudiants au monde des professions de demain. C'est là une approche qui commence à s'imposer chaque jour un peu plus dans le monde moderne. L'université sera à l'avenir obligée non seulement, d'être à l'écoute de son environnement social et économique, mais aussi d'anticiper cette demande. Ce qui amène certains de parler d'adaptation aux emplois d'après demain(7).

Nous venons d'indiquer les principaux facteurs ayant contribué à l'augmentation du chômage des diplômés universitaires, à savoir :**(8)**

- Le problème de «massification» au niveau de la formation universitaire.
- Le problème des «réformes économiques» ayant profondément secoué et perturbé le marché de l'emploi, d'où la détérioration des débouchés.
- Et le problème des transformations du marché du travail, suite à l'avènement et le développement des nouvelles technologies.

Mais, un autre problème, et non des moindres, ayant contribué à l'augmentation du chômage des diplômés universitaires, dans le monde d'une manière générale, et dans les pays en développement plus particulièrement, est celui relatif à une certaine inadéquation entre les compétences acquises à l'université et celles exigées par le monde du travail...

C'est à ce problème qui relève de la formation universitaire, et à tous les problèmes dont cette formation s'occupe dans sa mission de préparation des étudiants à l'emploi, que nous nous intéressons particulièrement.

Nous continuons à croire, malgré tous les problèmes inextricables au niveau de la formation universitaire et au niveau du marché du travail, que l'alternative que peut offrir une meilleure prise en compte de «la préparation des étudiants à l'insertion professionnelle et à l'emploi», demeure parmi les solutions les plus faisables et les plus efficaces qui peuvent contribuer beaucoup à la diminution du chômage des diplômés universitaires en Algérie, et aider à une meilleure adaptation aux nouvelles exigences du marché du travail.

Dans un marché de travail en perpétuelle transformation, les compétences acquises à l'université en effet se périment désormais plus vite que dans le passé.

On constate aujourd'hui en effet comme le précise Ulriche Teichler, que la tendance générale est d'attendre de la formation universitaire, qu'elle favorise, plus que par le passé, les connaissances générales, les aptitudes et qualifications sociales, l'aptitude à poser des problèmes et la capacité de les résoudre, cultiver des savoir-faire utiles à la vie sociale et à la communication, favoriser l'esprit d'entreprise, et surtout préparer les étudiants à savoir faire preuve de flexibilité.

La formation tout au long de la vie (formation continue) et la formation professionnelle permanente, sont d'ailleurs indiquées aussi comme solutions à cette rapide évolution du marché de l'emploi (Telchler, 1998).

Pierre Laderriere, que nous avons interrogé lors de nos entretiens exploratoires à Paris a confirmé ces idées que nous avons recueillies par la suite au niveau de la littérature sur la question des liens entre l'enseignement supérieur et l'emploi.

Omar Sakhri, dans son analyse du système d'enseignement universitaire algérien, semble aussi beaucoup partager les idées avancées ci-dessus. Il argumente que les transformations profondes que connaît le marché de l'emploi, que ce soit le taux très élevé du chômage des diplômés universitaires qui est apparu avec le début de la décennie 1990, ou le développement des professions, n'ont pas été valorisées dans les cursus universitaires et les contenus fixés essentiellement depuis presque deux décennies. Le grand développement des communications, la dominance de l'informatique au niveau de la majorité des professions, l'importante augmentation des fonctions de gestion administrative, la nécessité d'acquérir une culture générale quelle que soit la spécialité choisie, n'ont

pas connu l'importance nécessaire au niveau des formations universitaires(9).

Le problème des liens et du rapprochement entre l'enseignement universitaire et le monde du travail ne réside pas uniquement dans l'inadéquation entre les compétences acquises à l'université et celles exigées par le marché de l'emploi. D'autres facteurs importants doivent aussi être pris en considération dans le contexte de la préparation des étudiants à l'emploi. Parmi ceux ci, nous avons noté à travers notre travail exploratoire, les facteurs suivants :

- L'initiation des étudiants au cours de leurs études à la vie professionnelle dans les domaines auxquels ils se destinent, à travers des stages pratiques au niveau du monde du travail.
- L'information et l'orientation des étudiants à travers des services d'aide chargés d'informer ces derniers sur le monde du travail, ses nouvelles exigences, ses besoins, son développement, etc... et aussi sur les emplois disponibles pour différents types de formation, la meilleure façon de chercher un travail, etc...
- Services qui s'occupent de l'information entre l'université et le monde des diplômés universitaires (anciens étudiants).
- ceux qui jouent le rôle de services généraux de conseil et d'orientation aux étudiants et qui peuvent inclure les tâches d'orientation professionnelle, le placement des diplômés, la coopération étroite avec les anciens étudiants, etc....
- La participation des enseignants, acteurs principaux du système de formation, ainsi que celle de certains professionnels, aux projets d'évaluation, d'élaboration, ou de réajustement des programmes d'enseignement etc.....

Nous pouvons avancer à ce stade de problématisation que nous venons de formuler les principaux repères théoriques de notre recherche. Nos lectures et entretiens exploratoires nous ont beaucoup aidé à faire le point sur les différents aspects du problème qui y sont mis en évidence.

En s'intéressant à la formation universitaire dans sa relation avec le monde du travail, nous sommes bien dans le cadre théorique général de l'adéquation formation-emploi.

Dans cette question très générale de l'adéquation formation-emploi, c'est uniquement la formation universitaires qui nous intéresse.

Dans cette formation universitaire qui nous intéresse en particulier, c'est uniquement la "mission" de préparation des étudiants à l'emploi que nous retenons comme "variable explicative", c'est à dire dont les variations sont censées expliquer les variation au niveau du marché de l'emploi : qualité de l'insertion professionnelle des diplômés, de leur adaptation au monde du travail, la variation du taux de chômage des diplômés, etc...

Les autres missions (ou fonctions ou finalités) de la formation universitaires, telles que: la formation à la recherche, la contribution à l'enrichissement culturel, etc.... ne sont donc pas incluses dans notre sujet actuel de recherche, bien que, dans la pratique, les différentes missions ne soient pas totalement indépendantes.

Pour la mise en relation entre la formation universitaire dans sa mission de préparation à l'emploi et les différentes variations au niveau du marché du travail qu'on a indiqué plus haut, nous avons choisi un échantillon de quelques formations universitaires à Constantine (Algérie) relevant de Facultés différentes.

Une des graves conséquences mentionnées plus haut, et qui a retenu notre attention dès le départ, et a stimulé notre intérêt pour la présente recherche est le «phénomène d'augmentation alarmante du chômage des diplômés universitaires en Algérie».

Nous avons alors tout de suite formulé ce qu'on appelle méthodologiquement une "question de départ" que nous avons eu à reformuler au fur et à mesure de la progression de notre recherche, à travers nos lectures et nos entretiens exploratoires, afin qu'elle devienne une question centrale de recherche (exposée au niveau du modèle d'analyse plus bas).

A travers cette question de départ, nous avons essayé d'exprimer le plus exactement possible, ce que nous cherchons à savoir, à éclaircir, et à mieux comprendre.

"Est-ce que l'augmentation du chômage des diplômés universitaires est étroitement liée à l'absence d'une "organisation appropriée" de la formation universitaire en terme de préparation des étudiants à la vie professionnelle et à l'emploi?"

Mais nous avons réalisé qu'à travers cette question, nous avons omis d'inclure le problème d'évaluation de l'enseignement universitaire en Algérie que nous considérons "partie prenante" pour une meilleure préparation des étudiants au monde du travail!

Nous pensons à l'importance accordée par les établissements universitaires au problème de l'évaluation dans le processus des réformes et pour la mission de préparation des étudiants à l'emploi.

C'est ainsi que nous avons essayé de formuler une autre question tenant compte du problème d'évaluation: "dans quelle mesure se situe l'importance de la "mission" de préparation à l'emploi parmi les différentes missions de la formation universitaire et l'importance accordée à cette mission dans le dispositif d'évaluation de l'enseignement universitaire? Et quelles en sont les conséquences?"

Nous tenons à souligner, qu'à travers cette question, nous n'avons pas l'intention de comparer les différentes missions universitaires en termes d'importances accordées par les établissements universitaires à Constantine!

Nous nous interrogeons seulement sur l'importance accordée par la politique globale de l'enseignement universitaire en Algérie à la mission de préparation des étudiants à l'emploi.

Nous nous interrogeons sur le système d'évaluation utilisé pour tenir compte de cette finalité de la formation universitaire (la préparation à l'emploi).

Comment s'y prend-t-on pour parvenir à des réajustements des programmes universitaires (contenus) en Algérie? A une restructuration de l'organisation des formations universitaires? etc.... Nous nous disons que pour détecter des défaillances ou insuffisances au niveau d'une formation universitaire, ou plus précisément au niveau de l'une de ses missions principales, il est nécessaire de procéder à une évaluation dans ce sens!

Comment se fait l'évaluation dans l'enseignement universitaire en Algérie? A travers le mot "conséquences" dans la question de départ reformulée plus haut, nous pensons en particulier aux conséquences relatives aux variations du taux de chômage des diplômés et à la qualité de l'insertion professionnelle des ces derniers, et de leur adaptation au monde du travail et à l'emploi.

Ainsi l'objet principal de la présente recherche devient l'analyse de la formation universitaire dans sa mission de préparation des étudiants à l'emploi, et l'analyse du système d'évaluation quant à cette fin.

Pour cela, et à partir de notre travail exploratoire et de tout ce qui a été exposé plus haut, un certain nombre de questionnements a été généré et que nous exposons comme suit :

1 - Sur l'évaluation :

- Y'a-t-il une évaluation de la formation universitaire aujourd'hui en Algérie? Un modèle ou un système d'évaluation cohérent à travers lequel on rend compte de l'efficacité et des limites de la formation dispensée par rapport à l'une ou à l'autre de ses missions.

A ce niveau beaucoup de questionnements se posent :

- Comment se font les réformes au niveau de l'enseignement universitaire en Algérie?
- Sur quelles bases se font-elles?
- Quel genre d'évaluation précède les réformes? qui prépare les réformes? les Comités Pédagogiques Nationaux (C.P.N)? d'autres commissions? lesquelles?...
- Comment procède-t-on pour savoir dans quelle mesure telle ou telle formation a atteint les objectifs qui lui ont été assignés antérieurement?
- Y'a-t-il un organe national de l'évaluation?

- Y'a-t-il une tradition d'évaluation interne faite par les établissements universitaires eux même?
- Y'a-t-il un système d'évaluation mis en fonctionnement (évaluation formative) un processus de suivi des diplômés universitaires et des méthodes à utiliser pour évaluer les résultats (évaluation somative) de ce processus par tranches de cinq ans par exemple ? Ceci fera l'objet d'un indicateur objectif très important pour tout projet de réforme relatif à la formation universitaire.

2 - Sur la préparation à l'emploi :

- Est ce qu'il y a un processus de suivi des diplômés universitaires qui peut constituer un cadre d'information pour les étudiants, c'est à dire pour les futurs diplômés?
- Y'a t-il des statistiques sur le taux de chômage des diplômés Universitaires? si oui, à quel niveau se trouvent-elles? Si non, d'où viennent les chiffres qu'avancent les responsables du Ministère et les pouvoirs publics, repris par la presse nationale sur le chômage des diplômés universitaires?
- Comment faut-il procéder pour mettre en place un tel "processus de suivi"?
- Y'a t-il des services d'aide pour l'orientation des diplômés?
- Y'a -t-il un système d'information entre l'université et le marché du travail pour faciliter l'insertion professionnelle des nouveaux diplômés?

Finalement, à partir de tous ces questionnement précisés au fur et à mesure des lectures et entretiens exploratoires , nous sommes parvenus à repérer un ensemble "d'indicateurs" autour desquels tourne tout ce qu'on a l'intention d'analyser dans le contexte de la préparation des étudiants à l'emploi. Ces indicateurs nous ont permis de délimiter les axes principaux des questionnaires d'enquête.

Raymond Quivy et Luc Campenhoudt l'on bien souligné: «les indicateurs indiquent les informations à obtenir et par conséquent, les questions à poser» **(10)**.

Nous nous sommes alors posé un dernier questionnement relatif à la préparation à l'emploi compte tenu de ces derniers indicateurs.

Y'a t-il une relation entre la préparation des étudiants à l'emploi et chacun des "indicateurs" suivants:

- Le contenu des enseignements (programmes)?
- L'organisation de la formation universitaire (filière/discipline)?
- Le personnel enseignant?
- Le système d'évaluation universitaire?

- Les services d'aide aux étudiants?
- La formation continue?

Références bibliographiques

Bernheim, C.T. 1991. *"Les universités à l'heure de la récréation"*, UNESCO.

Esnault, E 1992. *«De l'enseignement supérieur à l'emploi»*, Editions de l'OCDE, Paris.

Sakhri, O. 1999. *Pour une nouvelle vision de l'enseignement supérieur*, nov.

Telchler, U. 1998. *«Répondre aux exigences du monde du travail», conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, Paris, 5-9 oct.*

Telchler U. 1966. *«L'enseignement supérieur et l'emploi: le débat et les réalités, 25 ans d'évolution»*, in *G.E.S n°3, O.C.D.E.*

Notes

(*) Enseignant-chercheur, Faculté des sciences humaines et sociales, Département de psychologie, Université Mentouri, Constantine.

(1) Ammar Tou. In le quotidien Liberté n°1630, du 25 janvier 1998.

(2) Omar Sakhri, *pour une nouvelle vision de l'enseignement supérieur*, nov. 1999 p.73.

(3) Pr. Mohamed Mébarki. *«Le système éducatif en question»*. In le quotidien d'Oran, n°1877, du 15/03/2001.

(4) Omar Sakhri, *Pour une nouvelle vision de l'enseignement supérieur*, nov.1999 pp.14, 23 et 24.

(5) Rapport final de la Commission Nationale de la Réforme du Système Educatif (CNRSE) in *«El-watan»* quotidien n°3124 du 18 mars 2001.

(6) Enquête réalisée par F.Y. In *«le quotidien le Matin»*, n°2767, du 2 avril 2001.

(7) Omar Sakhri. Op.cit.

(9) Omar Sakhri. Op.cit.

(10) Raymond Quivy et Luc Campenhoudt. *«manuel de recherche en sciences sociales»*.

